La Belgique a besoin d'une stratégie économique, pas d'un théâtre autour de la Chine

Par Frank , 15 juin 2026

La Belgique a besoin d'une stratégie économique, pas d'un théâtre autour de la Chine



Par Frank Dumon

> Un Premier ministre d'un petit pays commerçant, mais stratégiquement situé, devrait savoir que la prospérité ne se construit ni sur des insinuations ni sur du théâtre géopolitique. La prospérité se bâtit sur une énergie bon marché, des infrastructures solides, une capacité industrielle, une population bien formée, des relations commerciales stables et un État qui ne presse pas sa population jusqu'au dernier euro. C'est précisément pour cela que vos récentes déclarations sur la Chine ne relèvent pas de l'esprit d'État, mais de la diversion.

Le Premier ministre belge n'a pas « peur de la Chine », il a peur d'assumer ses responsabilités.

Lorsque vous avez déclaré que les dirigeants européens sont "si effrayés" par la Chine qu'ils n'osent même pas prononcer son nom et qu'ils préfèrent parler de

"déséquilibres géoéconomiques", vous n'avez pas choisi la clarté, mais le spectacle. La scène où vous avez ensuite demandé, d'un air faussement espiègle, s'il y avait des journalistes dans la salle n'avait rien de courageux, rien d'esprit et certainement rien de stratégique. C'était du théâtre politique, une mise en scène destinée à vous présenter comme celui qui dit ce que les autres n'osent pas dire. Mais que dites-vous exactement ? Que l'Europe a peur de la Chine ? Ou que les dirigeants européens, vous compris, ont peur d'assumer la responsabilité du désordre qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer ?

La Belgique ploie sous les impôts, les charges et les prix de l'énergie

> Renversons la perspective et formulons les choses correctement, pour une fois : la Belgique ne souffre pas d'un complot chinois. La Belgique souffre d'une classe politique qui continue d'augmenter les impôts ou d'en déplacer la charge sans mettre fin à l'érosion structurelle du pouvoir d'achat et de la productivité. La Belgique souffre d'une élite européenne qui parle d'autonomie stratégique tout en rendant son industrie dépendante d'une énergie coûteuse, de l'incertitude logistique et de la paralysie bureaucratique. La Belgique souffre de gouvernements qui prêchent la discipline à leur population alors qu'eux-mêmes ne portent plus aucun projet économique cohérent.



Voilà le cœur du problème. Pas la Chine. Le cœur du problème, c'est que les centres de pouvoir belges et européens externalisent leurs propres échecs, et que la Chine est devenue le support idéal pour les y projeter. Elle est suffisamment lointaine, suffisamment vaste et suffisamment utile sur le plan idéologique pour recevoir toutes les carences internes : perte de compétitivité, déclin industriel, déséquilibres commerciaux, retard technologique et indécision politique. Ce que l'on n'ose pas admettre, c'est que l'Occident est avant tout en train d'être dépassé parce qu'il a lui-même négligé ses propres fondements économiques. La Belgique en est un exemple presque scolaire.

Nous vivons dans un pays soumis à une pression fiscale étouffante, où le travail est depuis des années plus lourdement taxé que dans presque tout le reste du monde développé. À cela s'ajoute un régime de TVA constamment utilisé pour boucher les

trous budgétaires, pendant que les familles et les petites entreprises en paient le prix. Il ne s'agit pas seulement de chiffres, mais d'un modèle social dans lequel la population active cède toujours davantage tout en recevant de moins en moins de sécurité matérielle en retour. Les récentes modifications des régimes de TVA et d'accises pour 2026 ne changent rien à cette expérience fondamentale. BDO Indirect Tax News

L'État belge se montre généreux envers des structures comme le VOKA et l'UNIZO, mais d'une dureté implacable envers ses citoyens. Les "flexi-jobs" illustrent une érosion sociale brutale au détriment des plus défavorisés de notre société. Un groupe qui s'agrandit de jour en jour sous l'effet de vos politiques ultradroitières et bellicistes.

Un gouvernement qui accepte une forte hausse des dépenses de l'OTAN doit aussi expliquer qui paiera la facture



La Belgique, comme les autres pays de l'OTAN, s'oriente vers une hausse des dépenses de défense. Pour certains, c'est une nécessité stratégique ; pour d'autres, c'est une capitulation politique face à la pression de l'OTAN. Mais dans les deux cas, le même principe s'applique : quiconque dégage davantage de milliards pour la défense doit aussi dire qui paiera et quels besoins intérieurs subiront une pression encore plus forte en conséquence. En Belgique, cette question est remarquablement peu posée. On parle de sécurité, mais rarement de ses répercussions budgétaires sur l'économie du quotidien. On parle de responsabilité internationale, mais beaucoup moins de responsabilité envers sa propre population. Et c'est précisément là que le bât blesse : lorsque la pression fiscale est déjà exceptionnellement élevée, lorsque les prix de l'énergie pèsent structurellement lourd et lorsque le pouvoir d'achat est sous pression, il n'est pas sérieux de vendre davantage de confrontation géopolitique sans une analyse socio-économique des coûts et des bénéfices.

Le Premier ministre d'un pays portuaire devrait le savoir mieux que quiconque

À cela s'ajoute le fait que la question énergétique est aujourd'hui délibérément brouillée. Depuis la destruction de Nord Stream, il est clair pour quiconque ouvre les yeux que l'Europe s'est encore davantage éloignée d'un approvisionnement énergétique bon marché et stable. On peut continuer à débattre des responsabilités, des qualifications juridiques et des responsabilités internationales, mais la conséquence matérielle ne fait aucun doute : l'économie européenne est entrée dans un régime énergétique plus coûteux. Et un régime énergétique coûteux signifie une seule chose : une perte de puissance industrielle. Chimie, acier, logistique, engrais, numérisation, centres de données, intelligence artificielle, industrie manufacturière avancée - tout dépend du prix de l'énergie et de la sécurité d'approvisionnement.

Aucun projet économique sérieux ne peut contourner cette réalité. Aucun Premier ministre belge ne devrait donc avoir le luxe de parler de la Chine comme s'il s'agissait de la menace centrale, alors que son propre pays et son propre continent luttent contre une érosion auto-organisée de leurs fondements productifs. Un gouvernement qui veut dépenser davantage pour la défense, qui laisse des objectifs plus élevés de l'OTAN s'infiltrer dans le débat public sans grande résistance, et qui dans le même temps impose à sa population un coût de la vie élevé, doit avoir le courage de montrer ouvertement la facture sociale. Qui paiera ? Les actionnaires de l'industrie de l'armement ? Ou, une fois encore, la classe moyenne active, les petits indépendants, les pensionnés et les jeunes sans patrimoine immobilier ni réserve financière ?

> À cet égard, votre position est d'autant plus accablante, Monsieur De Wever, que vous venez d'Anvers. Anvers n'est pas une capitale abstraite de la politique morale, mais une ville portuaire, un nœud logistique, une porte d'entrée vers le marché mondial. Quelqu'un formé par cet environnement devrait comprendre instinctivement que l'avenir appartient à ceux qui comprennent les chaînes d'approvisionnement, les flux énergétiques, les chaînes de production et les corridors de transport. Pas à ceux qui pensent que les grands basculements historiques peuvent être arrêtés par des discours, des formules de think tanks ou des acrobaties diplomatiques.

C'est pourquoi le débat sur les routes maritimes du Nord, le corridor arctique et la soi-disant Polar Silk Road n'est pas une note de bas de page exotique, mais une question stratégique. À mesure que ces liaisons se développent, les flux de

marchandises entre l'Asie et l'Europe peuvent circuler plus vite, à moindre coût et en évitant les points d'étranglement classiques. La comparaison souvent citée - environ 18 jours par la route du Nord contre environ 35 via Suez et encore davantage par la route du Cap - n'est pas une formule sacrée, mais elle montre pourquoi la Russie, la Chine et d'autres acteurs eurasiens investissent massivement dans cet axe. Quiconque balaie cela comme une propagande sans importance ne comprend pas comment fonctionne la géoéconomie. Le temps est du capital. L'énergie est du capital. La sécurité des routes est du capital. Dans le monde en train de se former, le pouvoir se déplace par l'infrastructure.

L'Europe ne peut pas à la fois avoir besoin de la Chine et la diaboliser

Il en va de même pour la recomposition eurasiatique au sens large. Ce qui, à Bruxelles, est souvent encore traité comme une déviation temporaire est en réalité un mouvement structurel : des pays d'Asie, du Moyen-Orient et d'une grande partie du Sud global construisent des connexions alternatives, approfondissent leurs échanges mutuels et investissent dans des corridors énergétiques, des ports, des lignes ferroviaires et la coopération industrielle. Non parce qu'ils seraient tous alignés idéologiquement, mais parce qu'ils agissent selon leurs intérêts matériels. Ils veulent accéder aux marchés, à une énergie abordable, à une marge de manœuvre stratégique et à une moindre dépendance vis-à-vis d'un Occident qui utilise trop souvent les sanctions, la contrainte financière et les conditions politiques comme des instruments allant de soi.

Le "de-risking" ne doit pas devenir un cache-misère de l'indécision stratégique.

C'est aussi pour cela que le discours européen sur le "de-risking" sonne si creux. En théorie, cela signifie réduire les risques, diversifier les dépendances et renforcer la résilience. En pratique, cela signifie trop souvent un réflexe protectionniste sans plan industriel, emballé dans un langage technocratique. L'Europe ne veut pas perdre le marché chinois, des entreprises européennes comme BASF et Volkswagen veulent rester en Chine ou s'y développer, les canaux diplomatiques restent ouverts, les flux commerciaux demeurent importants - et pourtant on veut faire comme si tout le projet relevait de la prudence plutôt que d'un rapport de force. Même des sources diplomatiques et médiatiques chinoises ont

souligné sans peine cette ambiguïté européenne. Elles ont fait remarquer, non sans justesse, que la Belgique et l'Europe continuent de rechercher la coopération alors même que leur rhétorique se durcit.

Il n'est pas nécessaire de faire confiance aux médias d'État pour reconnaître quand ils pointent correctement une hypocrisie occidentale :

Belgian PM’s latest remarks on EU ‘scared’ of China reveal Europe’s arrogance and lack of objective approach
Belgian PM is not ‘afraid of China,’ but afraid of taking responsibility
Belgian Prime Minister Bart De Wever Meets with Wang Yi

> Et c'est précisément là que réside la faiblesse idéologique de l'élite belge et européenne actuelle : elle veut conserver les avantages de la mondialisation tout en évitant le prix politique d'un ordre mondial en mutation. Elle veut le commerce sans dépendance, l'industrie sans énergie bon marché, des postures géopolitiques sans sacrifices économiques, des sanctions sans retour de flamme et une supériorité morale sans fondement économique. Cela ne peut pas fonctionner. Cela n'a jamais pu fonctionner. Une civilisation qui néglige sa propre base productive, rend son énergie coûteuse, affaiblit sa position logistique et épuise fiscalement sa population perdra à terme son autonomie, quel que soit le nombre de déclarations de valeurs qu'elle produit.

L'essor du Sud global n'est pas un slogan, mais une transformation structurelle

L'essor du Sud global est souvent réduit dans nos médias à un slogan ou à une formule de propagande, mais la réalité plus profonde ne peut pas être effacée par le montage éditorial. Le pouvoir se disperse. La production se déplace. Les flux commerciaux se reconfigurent. De nouvelles alliances émergent. Des États autrefois traités comme périphériques revendiquent une marge de manœuvre et se rapprochent en dehors des anciens cadres atlantiques. Pour l'Europe, ce n'est pas une raison de paniquer, mais c'est une raison impérieuse de se réorienter. Or cette réorientation fait totalement défaut. Au lieu de construire une nouvelle doctrine industrielle, énergétique et logistique, on opte trop souvent pour une compensation morale : parler plus durement, étiqueter plus sévèrement, désigner des ennemis, masquer son propre déclin par une dureté rhétorique.

C'est aussi ce qui rend vos déclarations si problématiques. Vous n'offrez aucune stratégie économique à la Belgique. Vous offrez une figure ennemie. Vous n'offrez aucune issue à la stagnation. Vous offrez de la rhétorique. Vous n'offrez aucun plan matériel pour réduire les coûts de l'énergie, réindustrialiser, alléger la fiscalité ou investir dans les infrastructures stratégiques. Vous offrez un discours de Calimero dans lequel la Chine prend la place des autres boucs émissaires, la Russie et l'Iran : un acteur extérieur à la fois dangereux, nécessaire et utile sur le plan propagandiste.

Mais la Belgique ne peut pas se permettre cette paresse intellectuelle. Ni avec sa situation géographique. Ni avec son port. Ni avec son industrie. Ni avec ses finances publiques. Ni avec ses citoyens, qui ressentent chaque mois ce que signifie vivre dans un pays cher, gouverné comme si les lois économiques étaient facultatives.

C'est pourquoi cette proposition simple s'impose : la Belgique a besoin d'une stratégie économique.

Une telle stratégie commencerait par revaloriser l'énergie comme colonne vertébrale de la souveraineté. Elle reconnaîtrait qu'une énergie abordable n'est pas accessoire, mais la condition préalable à la reconstruction industrielle. Elle réduirait la pression fiscale sur le travail et la production au lieu de la normaliser. Elle verrait le port d'Anvers non seulement comme une source de revenus ou un objet de prestige, mais comme un point clé dans une carte commerciale eurasiatique en mutation. Elle conduirait sa diplomatie à partir des intérêts belges, et non de slogans à la mode qui plaisent dans les cercles de l'OTAN et de l'UE. Elle aborderait la Chine comme le ferait un État adulte : ni comme une idole, ni comme un diable, mais comme une réalité structurelle avec laquelle il faut composer fermement, lucidement et dans son propre intérêt.

Et surtout, une telle stratégie romprait avec l'idéologie de la diversion permanente.

Car c'est finalement cela qu'est le récit actuel : une politique de la diversion. Tant qu'on peut placer la Chine, la Russie, l'Iran, la "désinformation", les menaces extérieures ou l'instabilité mondiale au centre du tableau, il devient moins nécessaire de parler de la raison pour laquelle la Belgique, malgré sa richesse, sa position et ses talents humains, ressemble de moins en moins à un pays confiant dans son avenir. Tant qu'on peut jouer avec les caméras à coups de grandes formules géopolitiques, il devient moins nécessaire de répondre à la question de savoir pourquoi les travailleurs sont si lourdement imposés, pourquoi les jeunes familles ont si peu de marge, et pourquoi la planification économique a été remplacée par la gestion du

déclin.

- La Belgique a besoin d'une énergie bon marché
- La Belgique a besoin d'une reconstruction industrielle
- La Belgique a besoin d'un allègement fiscal
- La Belgique a besoin de réalisme stratégique
- La Belgique a besoin d'un courage politique qui ne s'exprime pas en rhétorique, mais en choix

La question n'est donc pas de savoir si l'Europe doit avoir peur de la Chine. La question est de savoir pourquoi la Belgique est gouvernée depuis si longtemps par des responsables qui semblent avoir peur de la vérité économique.

https://youtu.be/cxU2y2wmQk8